

Catastrophe sanitaire imminente dans les établissements scolaires Des lycées du 93 lancent une alerte

Un mois après la rentrée, nous faisons un constat commun : rien n'a été prévu pour faire face à l'ampleur de la crise sanitaire et à la reprise attendue de l'épidémie. Nous commençons à percevoir les effets de cet abandon par l'Etat : de plus en plus de nos élèves tombent malades, d'autres ont désormais peur de venir en classe. D'ailleurs Santé Publique France confirme que **le milieu scolaire et universitaire représente 30% des clusters.** Cette situation devient donc l'affaire de toutes et tous.

Un protocole sanitaire digne de ce nom est inapplicable du fait du manque de moyens dans nos établissements : absence d'emplois du temps aménagés et d'effectifs restreints ; difficulté pour les élèves à porter le masque toute la journée ; promiscuité permanente dans nos locaux inadaptés qui rend le respect des gestes barrière impossible ; aucun agent de service en plus pour la désinfection des locaux et toutes les tâches sanitaires supplémentaires.

Les conditions d'incurie de cette rentrée constituent une maltraitance institutionnelle à l'égard des élèves et des personnels. Nous rappelons que la grande majorité des personnels à risque continue de travailler sans protections et sans aménagement des conditions de travail.

Il est clair que les différentes administrations donnent le moins d'informations possibles sur les conditions réelles dans lesquelles nous enseignons et sur la propagation de l'épidémie dans nos établissements. **Face au décalage entre nos constats sur le terrain et le discours officiel des autorités, nous estimons avoir un devoir d'alerte. Ne rien dire, ce serait être complices.**

Des mesures élémentaires pourraient encore nous laisser une chance d'éviter une catastrophe sanitaire, des fermetures d'établissements, un nouveau confinement : nous exigeons la mise en place de cours à effectifs réduits ainsi qu'un allègement des programmes déjà intenable après le confinement et la reprise partielle des cours ; des campagnes de tests au sein des établissements scolaires à la hauteur des risques encourus ; des aménagements de l'espace et de la circulation. Nous ne voulons pas d'un retour à l'enseignement en distanciel qui a montré toutes ses limites pédagogiques l'an dernier.

Cette année n'est pas et ne sera pas normale : vouloir tout faire fonctionner comme si de rien n'était, c'est faire courir à toute la société des risques immenses.

Nous qui enseignons dans un département particulièrement touché par l'épidémie appelons :

- **Les assemblées générales des établissements scolaires à voter et co-signer cet appel** en se signalant à l'adresse : appeldesbahutsdu93@gmail.com
- Nos collègues à **saisir les instances médicales, administratives et juridiques** (médecins-conseils du Rectorat, ARS IDF, CSSCT) pour dénoncer des conditions sanitaires et de sécurité qui ne sont plus garanties. **Les personnels, les élèves et leurs familles sont bel et bien exposés à un danger grave et imminent.**
- **La tenue d'une AG commune des établissements du 93 le jeudi 8 octobre à 18h30 (salle à la BT de Paris en demande de réservation)** pour unir nos forces et envisager la suite.
- **Nos organisations syndicales et les fédérations de parents d'élèves à appuyer cet appel et à utiliser tous les moyens à leur disposition pour agir et sortir de cette situation intenable.**

Les enseignant.e.s mobilisé.e.s des lycées Jean Renoir (Bondy) et Mozart (Le Blanc-Mesnil), avec le soutien d'enseignant.e.s des lycées Jean Zay (Aulnay), Jacques Feyder (Epinay), Jean Rostand (Villepinte), Blaise Cendrars (Sevran).